

Résumé

Les économies industrielles ont besoin d'un approvisionnement régulier en énergie pour perdurer et se développer. Les compagnies pétrolières et gazières remplissent cette fonction socio-économique en trouvant, en extrayant et en transportant constamment des sources d'énergie. L'extraction régulière et la concentration des ressources fossiles dans les centres industrialisés nécessitent une expansion constante des frontières extractivistes dans les zones non industrialisées. Cela conduit à des conflits où les organisations locales de justice environnementale luttent pour la préservation de leurs vies, de leurs moyens de subsistance et de leur culture, tandis que les entreprises défendent leurs profits. Ainsi, les compagnies pétrolières deviennent les vecteurs d'une oppression qui lie les sociétés qui profitent des avantages d'une énergie abondante à celles qui subissent les effets néfastes de l'extraction. Dans ce travail, basé sur la base de données de l'Atlas de la justice environnementale, nous analysons de manière systématique 50 conflits liés à l'une de ces compagnies - la major pétrolière française TotalEnergies. Nous constatons qu'en dépit d'un récent discours sur l'écologisation de l'entreprise, les fonctions d'extraction et de concentration de TotalEnergies restent liées aux combustibles fossiles. L'étude montre en outre que les intérêts de TotalEnergies et de l'État français sont inextricablement liés, reproduisant des relations coloniales de pouvoir. La voie de sortie ne peut venir que d'une sortie du colonialisme, et non des seules mesures fiscales et réglementaires.

1. Introduction

Les entreprises de combustibles fossiles ont été désignées comme les principales responsables de la crise climatique mondiale [[1], [2], [3], [4]]. Les deux cas emblématiques sont les cinq peuples indigènes poursuivant Chevron en Équateur, ainsi que la résistance des peuples Ogoni et Ijaw aux opérations de Shell dans le delta du Niger. Ils ont mis en lumière de graves impacts sociaux, écologiques et politiques [[5], [6], [7], [8]]. Nous prenons ici le cas de TotalEnergies pour approfondir l'écologie politique de l'industrie des combustibles fossiles et les façons dont les mouvements de résistance y répondent.

TotalEnergies est une société pétrolière et gazière détenue par des investisseurs, qui « produit et commercialise du pétrole et des biocarburants, du gaz naturel et du gaz vert, des énergies renouvelables et de l'électricité »¹. C'est la quatrième plus grande société pétrolière au monde, avec une production combinée de pétrole et de gaz de 2,77 mbep²/jour en 2022 [9], après ExxonMobil (3.70 mbep/j ; [10]), Chevron (3.0 mbep/j ; [11]) et Shell (2.86 mbep/j ; [12])³. Relevons toutefois que ces niveaux sont loin derrière les trois plus grandes entreprises, qui sont publiques, Saudi Aramco (13.6 mbep/jour ; [13]) and China National Petroleum Corporation (CNPC) (6.31 mbep/j). Les combustibles fossiles extraits par TotalEnergies depuis sa création jusqu'en 2018 ont contribué à l'émission de 14,96 GtCO₂e, ce qui la place au 14e rang des pires émetteurs de gaz à effet de serre de l'histoire, responsable de 0,83 % des émissions historiques mondiales [13].

Notre choix s'explique par le fait que TotalEnergies a adopté un « récit vert » - au point de décider de changer le nom de la compagnie en 2021, afin de donner l'image d'une diversification dans les énergies renouvelables. Le directeur général, Patrick Pouyanné a déclaré que « depuis 2016 [et l'Accord de Paris], nous avons engagé un mouvement significatif vers les énergies nouvelles, en vue de répondre à notre mission de produire une énergie plus abordable, plus disponible et plus propre »⁴. Mais le mix énergétique de TotalEnergies repose encore à plus de 99 % sur les énergies fossiles⁵, et l'entreprise a lancé 30

¹ <https://totalenergies.com/company/strength/integrated-business-model>

² Millions de barils équivalent pétrole.

³ Ces niveaux sont toutefois loin These levels of production are still far from the world's largest state-owned fossil fuel companies, such as Saudi Aramco (13.6 mboe/d; [13]) and China National Petroleum Corporation (CNPC) (6.31 mboe/d

⁴ <https://www.hellowatt.fr/blog/total-devient-totalenergies/>

⁵ Source: TotalEnergies Universal Registration Document 2021: p.48, 51, 53, 71.

nouveaux projets fossiles depuis janvier 2021. Une autre caractéristique est l'entreprise a un passé d'entreprise publique, contrairement aux entreprises américaines. Ses actions sont coordonnées avec les administrations françaises et ses politiques font l'objet d'un examen public.

Dans cet article, nous cherchons à comprendre le fonctionnement de TotalEnergies du point de vue de l'écologie politique, en nous concentrant sur le gaz et le pétrole à usage énergétique, laissant donc de côté d'autres aspects de la pétrochimie, tels que le plastique ou les engrais, qui génèrent leurs conflits propres (usine AZF, pollution marine etc.). Qui bénéficie et qui est affecté par ses projets d'infrastructure ? Et comment les communautés affectées résistent-elles à ses actions ? Sur le plan empirique, nous nous appuyons sur les informations collectées dans l'Atlas mondial de la justice environnementale (Atlas JE) (voir Temper et al. [21,22] pour les détails méthodologiques). L'Atlas JE s'est déjà avéré être un outil utile pour systématiser et analyser les conflits environnementaux, au regard des enjeux commerciaux (voir [23,24]).

La première partie introduit les enjeux de manière générale. La seconde partie analyse de manière systématique un ensemble de 50 entrées de l'EJAtlas concernant des projets de TotalEnergies. La première section s'intéresse aux conflits liés à l'extraction des ressources, tandis que la seconde focalise sur le transport vers les espaces de consommation, où se trouvent également les installations de raffinages. Nos résultats suggèrent que, premièrement, les opérations de TotalEnergies sont fortement influencées par l'histoire coloniale et les relations de l'entreprise avec l'État français et que, deuxièmement, la fonction de l'écologie politique de TotalEnergies est d'acheminer l'énergie des frontières d'extraction « périphériques » vers les « cœurs » industriels tout en exacerbant les injustices environnementales mondiales. Les relations de domination coloniales et néocoloniales sont donc essentielles pour expliquer l'accès politique aux ressources pétrolières et gazières par les économies industrielles.

2. Contexte général

En 2022, l'économie mondiale a consommé 604,04 EJ (exajoules) d'énergie, battant une fois de plus le record historique. 82 % des besoins en énergie primaire de l'économie mondiale ont été fournis par le pétrole, le gaz et le charbon [25]. Dans le domaine de l'énergie, les économies sont entropiques et non circulaires [27]. Pour que le niveau actuel de consommation soit non seulement maintenu, mais augmenté, en effet, il n'est pas possible de récupérer l'énergie après usage. De nouvelles sources doivent être constamment découvertes et mises en production. De là un défaut majeur de circularité, que les écomarxistes nomment « rupture métabolique » [31].

Ce mouvement d'extension constante des frontières de l'extraction, qui génèrent à chaque fois des conflits de répartition [21], a été qualifié d' « extractiviste » [33]. Il s'accompagne de relations biophysiques asymétriques entre les régions du monde, donnant lieu à un « échange écologiquement inégal » [37,38], allant généralement des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches. La forte densité énergétique du pétrole et du gaz, la souplesse de leur transport (par rail, route, camion-citerne ou pipe) et la possibilité de les stocker et de les commercialiser en fonction de la demande d'énergie en font les vecteurs idéaux [40]. Ils sont au cœur d'une économie industrielle qui extrait l'énergie des périphéries du monde pour la concentrer dans les centres économiques. Par la répartition inégale des charges environnementales dans les géographies de l'extraction, du transport et du traitement, et par la concentration de l'utilisation de l'énergie dans les géographies de la consommation, le pétrole et le gaz incarnent et perpétuent les relations coloniales et exacerbent les inégalités mondiales. Dans cette optique, l'extractivisme des combustibles fossiles est intimement lié au concept de justice environnementale et aux études décoloniales.

Le concept de « justice environnementale » est né aux États-Unis pour illustrer la manière dont les industries toxiques et d'autres types d'activités polluantes étaient systématiquement implantées dans les quartiers des communautés afro-américaines et pauvres [41]. Au cours des dernières décennies, le terme s'est étendu vers des approches décoloniales [42] [44], à l'exemple de l'approche intersectionnelle de Kimberlé Crenshaw [43]. Nous analysons ici les conflits environnementaux en tenant compte de leurs caractéristiques sociales et écologiques, ainsi que de leurs déterminants culturels, historiques et politiques, en particulier l'héritage colonial continu entre la France et ses anciennes colonies. De ce fait, nous nous rattachons au

champ de l'écologie politique, entendu comme le fait de tenir ensemble les déterminants politiques et écologiques, dans l'analyse⁶.

L'histoire de TotalEnergies a fait l'objet de plusieurs travaux [[57], [58], [59]]. Il s'agit le plus souvent de chroniques riches en données, sans que l'action de l'entreprise ne soit problématisée, à l'exception de quatre ouvrages. Deneault s'est intéressé aux liens entre compagnies et droit. Il soutient que les scandales liés à TotalEnergies dans le monde, depuis le début du XXe siècle, ne sont pas des exceptions mais le « modus operandi » normal de l'entreprise : une logique de prédation généralisée [14]. Il montre que les compagnies vont jusqu'à menacer les États de déménager leur siège social si une législation favorable n'est pas adoptée. Adoptant une approche historique, Melby (1981) a montré l'étroite collaboration liant les dirigeants pétroliers, les corps de l'administration et la classe politique française, notamment dans le contexte de l'indépendance de l'Algérie [61]. Yates a aussi souligné la dépendance de l'industrie pétrolière française à un petit réseau de soldats-ingénieurs, de financiers et de fonctionnaires d'État de haut niveau, initialement issus du corps des mines et plus tard du corps de l'inspection des finances [62,63]. Cantoni a montré que ce soutien était similaire à celui d'autres compagnies pétrolières nationales [64].

3. Ecologie politique des réseaux extractivistes

Les 50 cas de conflits environnementaux analysés sont référencés de manière détaillée dans l'article paru en anglais. Relevons ici que le fait que TotalEnergies10 soit impliqué dans un cas ne signifie pas nécessairement que l'entreprise soit seule en cause. Dans 15 cas, TotalEnergies est le partenaire majoritaire et/ou l'opérateur du projet, dans 18 cas il s'agit d'un partenaire minoritaire avec un rôle opérationnel limité, et dans 17 autres cas les installations de TotalEnergies sont l'un des multiples projets industriels impliqués dans le conflit.

Dans les 50 cas, nous avons reconstitué les enjeux en utilisant une approche systémique globale [66,67], depuis le puits d'extraction jusqu'aux noyaux économiques industriels. Pour structurer la discussion, nous divisons le processus en deux étapes : l'extraction et le transport de l'énergie vers les lieux de consommation.

1. [Download : Download high-res image \(249KB\)](#)
2. [Download : Download full-size image](#)

Fig. 1. Carte indiquant la localisation des 50 conflits de distribution environnementale liés à TotalEnergies analysés dans le cadre de cette étude. Les marqueurs de localisation sont codés par couleur en fonction du type de conflit. Une légende indique le nombre de cas dans chaque catégorie de conflit.

Nous nous intéressons aussi à la distribution spatiale des lieux d'extraction et des lieux de vente ou d'usage finale de l'énergie. D'après le document d'enregistrement universel de l'entreprise (2022), la majeure partie du pétrole et du gaz extraits provient d'Afrique (22 %) et du Moyen-Orient (20 %), suivis de près par la Russie (17 %) (Fig. 2a). En revanche, la majeure partie des ventes de produits pétroliers du groupe ont été réalisées en Europe (56 %), en particulier en France (30 %), avant même l'ensemble de l'Afrique (26 %) (figure 2b). Il n'est donc pas surprenant que les conflits aient lieu surtout en Afrique. Dans l'EJAtlas, 14 des 28 conflits liés à TotalEnergies s'y trouvent. Plus largement, sur 314 conflits en Afrique, 102 sont liés à l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz. Comme le note Le Billon (2005), les pays dépendants des ressources naturelles sont plus exposés aux conflits environnementaux et sociaux et l'Afrique, en particulier, est plus exposée aux conflits armés [78]. Le Moyen-Orient est généralement sous-représenté dans l'EJAtlas, principalement en raison des restrictions des libertés politiques et de la presse et des barrières linguistiques. Seul le conflit de l'oléoduc Bakou-Tbilisi-Ceyhan est documenté dans la base de données (cas 18).

1. [Download : Download high-res image \(196KB\)](#)
2. [Download : Download full-size image](#)

⁶ Paul Robbins, *Political ecology. A critical introduction* (New York: Wiley-Blackwall, 2019).

Fig. 2. TotalEnergies total fuel extraction and petroleum product sales by region in 2022. *Not including international trading (2012 kb/d) and bulk refining sales (411 kb/d). Source: TotalEnergies Universal Registration Document 2022.

Fig. 2. Ventés totales d'extraction de combustibles et de produits pétroliers de TotalEnergies par région en 2022. *Non compris le négoce international (2012 kb/j) et les ventes de produits pétroliers en vrac (411 kb/j). Source : Document d'Enregistrement Universel 2022 de TotalEnergies.

3.1. Les dimensions technologiques et coloniales de l'expansion extractiviste

Afin de remplacer les puits et les réservoirs épuisés, et augmenter sa capacité d'extraction, TotalEnergies doivent donc s'étendre géographiquement en permanence. Ceci implique en premier lieu de développer de nouvelles technologies [68,69]. Le forage directionnel et la fracturation hydraulique ont rendu accessibles les réserves de gaz de schiste et de gaz de charbon dans le Queensland (Australie) (cas 1), au Danemark (cas 2), en Algérie (cas 3, 4 et 5) et à Vaca Muerta (Argentine) (cas 6). Le forage en eau profonde est quant à lui impliqué en Afrique du Sud (cas 7), Suriname (cas 8), Angola (cas 9) et Mauritanie (cas 10). L'enjeu est d'ouvrir de nouveaux territoires à l'exploitation. La stratégie d'expansion implique en outre des questions politiques. Les projets offshore ont théoriquement l'avantage de minimiser les conflits liés à la terre et au paysage, étant éloignés des communautés humaines. Mais ils comportent le risque de déversements en mer et nécessitent des infrastructures de transport tels que des oléoducs. Les communautés côtières, en particulier celles qui dépendent de l'océan pour leur subsistance, connaissent l'ampleur des conséquences des marées noires potentielles, comme celle qui a résulté du naufrage de l'Erika en 1999 (cas 11) [70]. C'est pourquoi l'Atlas EJ relève 7 cas de conflit avec les pêcheurs, et/ou avec les communautés côtières. Les projets peuvent aussi contribuer à financer un gouvernement répressif, comme dans le Sahara occidental (cas 13) ou au Myanmar (cas 14), ou qui détourne les richesses des ressources nationales au profit des sociétés transnationales ou des élites [73] : Afrique du Sud (cas 7), Suriname (cas 8), Mauritanie (cas 10), Papouasie-Nouvelle-Guinée (cas 15), Italie (cas 16) et Mozambique (cas 17). Les projets se heurtent également à la résistance des défenseurs de l'environnement soucieux de l'impact climatique [74,75]. Le choix des techniques et des conditions politiques sont donc intimement liés.

L'Afrique et le Moyen-Orient sont des régions où, du fait de l'influence coloniale ou diplomatique française, les prédécesseurs de TotalEnergies ont historiquement bénéficié d'un accès politique garanti ; un argument similaire peut être avancé pour les entreprises pétrolières et gazières britanniques jusqu'aux années 1970 [64]. François-Xavier Verschave a parlé de « Françafrique » [79], pour pointer le lien entre les intérêts néocoloniaux de la France dans ses anciennes colonies et ceux des élites politiques africaines. Par exemple, des liens ont été établis en Elf, prédécesseur de TotalEnergies, et la volonté de l'État français de maintenir les anciennes colonies sous influence tout au long du dernier quart du 20^e siècle, par le biais d'un réseau de pots-de-vin et d'accords de copinage impliquant des chefs d'État africains et des politiciens français [79,80].

En République du Congo, par exemple, la France a soutenu le régime dictatorial de Denis Sassou-Nguesso [81]. Trois mois après la visite du chef d'État en France, en 2019, TotalEnergies a obtenu un permis d'exploration dans le Mokolé-Mbembé (cas 19), qui est pourtant un écosystème de tourbières unique, stockant 31 gigatonnes de carbone [82]. Le projet est donc critiqué par des organisations internationales. Les communautés locales s'y opposent, craignant que le développement de routes et d'infrastructures pour l'exploration pétrolière n'ouvre la voie à d'autres activités économiques néfastes, telles que l'exploitation forestière, l'exploitation minière ou l'agro-industrie, qui empièteraient sur leurs modes de vie, liés à l'écosystème local. Mais le gouvernement Sassou-Nguesso a signé un accord de partage de la production avec la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC)¹³. Celle-ci est connue pour détourner les bénéfices au profit de l'élite dirigeante congolaise.¹⁴

La République du Congo n'est pas une exception : 16 des 50 conflits TotalEnergies se déroulent dans des pays sous régime autoritaire, notamment l'Algérie (cas 3, 4 et 5), l'Angola (cas 9), le Kazakhstan (cas 20), la Mauritanie (cas 10), l'Ouganda (cas 21) et le Cameroun (cas 22). Les cas enregistrés dans l'Atlas EJ accréditent la thèse suivant laquelle les régimes autoritaires et corrompus augmentent la probabilité de

violence et de conflits environnementaux [83]. Ces États sont particulièrement aptes à protéger les intérêts des multinationales extractives au détriment de leurs populations.

Un autre exemple est le gisement de gaz de Yadana au Myanmar (cas 14). Selon EarthRights (2009 : 42 [84]), une organisation américaine à but non lucratif de défense des droits de l'homme et de l'environnement, le projet Yadana a rapporté 4,83 milliards de dollars à la junte militaire entre 2000 et 2008. EarthRights a accusé la coentreprise dirigée par TotalEnergies de travailler en étroite collaboration avec l'armée du Myanmar pour la construction de la partie terrestre du gazoduc, impliquant des abus militaires sur les civils, ciblant notamment les minorités ethniques tels que les karens, avec des déplacements forcés, une répression politique, la confiscation des terres, le travail forcé, le viol, la torture et les exécutions extrajudiciaires (EarthRights, 2009 : 44 [84]). En 2002, TotalEnergies a été assigné en justice en Belgique pour complicité de crimes contre l'humanité par quatre réfugiés du Myanmar, mais l'affaire a été rejetée en 2008, au motif que les plaignants n'étaient pas citoyens belges.¹⁶ Après le dernier coup d'État militaire en 2021, la campagne « Blood Money », menée par des activistes du Myanmar, a de nouveau ciblé TotalEnergies et ses partenaires, et obtenu gain de cause, l'entreprise se retirant définitivement en juillet 2021, après 30 ans d'activité dans le pays^{18,19}.

Le Yadana illustre la façon dont TotalEnergies a évolué des bastions historiques dans les anciennes colonies françaises vers de nouvelles frontières d'extraction, sans changer les méthodes. D'autres exemples sont cités dans l'Atlas EJ. Ainsi, dans la péninsule de Yamal, TotalEnergies s'est associé à l'entreprise publique russe Gazprom et à Novatek, contrôlée par les oligarques russes Leonid Mikhelson et Gennady Timchenko, dans le cadre du projet Yamal LNG (cas 23-26 [86]). Il s'agit des plus grandes réserves de gaz connues sur le territoire russe. Les installations d'extraction, de transport et de liquéfaction du gaz, ainsi que toutes les routes, rails, ponts, ports et aéroports annexes, ont transformé le mode de vie des Nenets, un peuple autochtone qui dépend de l'élevage de rennes, bloquant les routes de transhumance et risquant de polluer les pâturages. Sur les 50 conflits étudiés par TotalEnergies, 23 font l'objet d'une résistance de la part de groupes autochtones, par exemple dans les sables bitumineux de l'Alberta (cas 27) et de Madagascar (cas 28), en Bolivie (cas 29) et en Colombie (cas 30 et 31) ou au Nigéria (cas 32-34). Ce n'est que six mois après le début de la guerre en Ukraine que TotalEnergies s'est retiré de Russie.

1. [Download : Download high-res image \(178KB\)](#)
2. [Download : Download full-size image](#)

Fig. 3. Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies (à gauche), scelle un accord avec Leonid Mikhelson, directeur général de Novatek (à droite), sous le regard approbateur des présidents Macron et Poutine, pour le développement du projet Gydan LNG dans l'Arctique. Saint-Pétersbourg, 31 mai 2018. Crédits photos : AFP/SCANPIX.

Bien que cette étude ne focalise pas sur le changement climatique, relevons que l'ampleur des impacts socio-écologiques liés aux émissions de GES de TotalEnergies peut dépasser en ampleur les impacts locaux. La part des émissions historiques mondiales attribuables à TotalEnergies s'élève à 0,83 % selon Carbon Accountability Institute, 2020 [13]. Et 27 des 50 conflits dans l'EJAtlas mettent en cause le réchauffement climatique, en tant qu'impact environnemental visible ou potentiel. Par exemple, une enquête nationale aux Philippines a mis en cause 47 « Carbon Majors » (grandes entreprises émettrices de gaz à effet de serre), dont TotalEnergies, pour violation des droits de l'homme en raison de leur contribution à la crise climatique (cas 36).

3.2. Transporter l'énergie vers les zones rendues dépendantes : pipelines, GPL et raffineries

De par leur nature et leur objectif, les pipelines sont des infrastructures qui traversent une grande partie du territoire, impactant de nombreuses communautés et écosystèmes pendant leur construction et les menaçant de déversements toxiques tout au long de leur exploitation. Il n'est donc pas surprenant que les communautés locales s'organisent et se soulèvent contre l'infrastructure qu'elles perçoivent comme une menace pour leur mode de vie. La combinaison de leur longueur et du manque de redondance pour remplir leur fonction de transport en fait aussi des cibles politiques idéales, par exemple lors d'actions de sabotage

[89]. Il est pratiquement impossible de les contrôler sur toute leur longueur et un seul coup porté à l'infrastructure interrompt le transport de l'énergie.

Le lien entre le pétrole, les entreprises et la violence a été documenté par de nombreux chercheurs travaillant sur l'écologie politique. Pour n'en citer que quelques-uns, mentionnons Philippe Le Billon [[90], [91], [92]], Michael Watts, qui a proposé le concept d' « économies de la violence » [93], soutenant que le capitalisme pétrolier produit des économies et des espaces caractérisés par la violence et l'instabilité ; et Matthew Huber, qui s'est concentré sur le rôle de la violence dans la production sociale de la rareté nécessaire au fonctionnement du marché pétrolier dans les États-Unis des années 1930 [94].

Certains conflits nord-américains de répartition environnementale ont été très médiatisés et ont attiré l'attention des chercheurs, à l'exemple de celui opposants les populations Dakota/Lakota de Standing Rock au Dakota Access Pipeline (No DAPL) [95], de la nation Wet'suwet'en résistant au Transmountain Extension Pipeline et au Coastal GasLink [49,96,97], ou encore la lutte contre le Keystone XL Pipeline [98,99]. Les travaux ont souligné les liens entre la matérialité de l'oléoduc, les routes transnationales suivies par les flux d'argent employés dans sa construction, et les dommages environnementaux et les litiges qu'il a causés tout au long de son parcours [87, 100]. Amber Murrey a montré la signification sociopolitique de la sorcellerie comme logique de résistance au capitalisme des hydrocarbures [101]. Dans un travail plus ancien mais plus complet, Doug McAdam et ses collègues ont constaté que le financement occidental des projets et la consultation publique sont des opportunités politiques qui encouragent la mobilisation, tout comme la non-indemnisation du pays d'accueil pour son implication dans le projet et l'existence de risques liés au projet [102].

L'Atlas EJ relève que TotalEnergies a été impliqué dans plusieurs conflits liés aux pipelines, tels que le MidCat en Espagne (cas 37), le TAP en Italie (cas 12) et l'OSCENSA en Colombie (cas 38), et surtout l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP ; cas 39), l'un des principaux conflits environnementaux de ces dernières années [103]. Cet oléoduc est lié au développement du champ pétrolier Tilenga de TotalEnergies en Ouganda (cas 21). L'EACOP traverse l'Ouganda et la Tanzanie sur 1445 km, arrivant au port de Tanga, dans l'océan Indien. La construction de l'oléoduc provoque des conflits liés à l'acquisition de terres avec des centaines de milliers de petits propriétaires terriens, qui affirment ne pas avoir reçu de compensation adéquate et craignent les effets négatifs de l'exploitation de l'oléoduc sur l'environnement et la santé [103]. Une coalition internationale s'est constituée pour lutter contre le projet, STOPEACOP23, dénonçant l'impact sur le climat et le bilan médiocre en matière de droits de l'homme, par rapport aux normes européennes. Le 17 mars 2022, il a été rapporté que quatre jeunes militants écologistes ougandais opposés à l'EACOP ont été reçus par l'Assemblée nationale française pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il prenne position sur le projet. Ils étaient menés par Vanessa Nakate, une jeune militante ougandaise pour le climat.

Les militants ont réussi à obtenir du Parlement européen une déclaration contre le projet et continuent à faire campagne pour que les institutions financières et les assureurs retirent leur soutien au projet. Les Amis de la Terre, Survie et quatre organisations ougandaises (AFIEGO, CRED, NAPE/Amis de la Terre Ouganda et NAVODA), membres de la coalition internationale, ont intenté une action en justice contre TotalEnergies à Paris, sur la base de la législation française relative au devoir de vigilance, afin d'empêcher la construction du projet²⁴. L'affaire a été jugée irrecevable par le tribunal de Paris au début de l'année 2023 parce que leurs demandes étaient « substantiellement différentes » des demandes initialement déposées contre TotalEnergies.²⁵ Les organisations envisagent de faire appel de la décision au moment de la rédaction de ce rapport. Un cas similaire de conflit combinant la résistance contre l'extraction et contre l'infrastructure de transport est également documenté à Tempa Rossa, en Italie (cas 40).

Lorsque les gazoducs sont jugés physiquement ou politiquement impraticables, le gaz naturel liquéfié (GNL) offre une alternative. Cette technique a connu un regain d'intérêt en raison de la rupture des échanges de gaz entre la Russie et l'Europe. TotalEnergies se présente comme en pointe dans le domaine.²⁶ Les terminaux GNL offrent une grande flexibilité par rapport aux gazoducs. Les unités flottantes permettent de développer une capacité d'importation de GNL en l'espace de quelques mois, bien moins que la construction gazoducs. Mais les terminaux GNL sont aussi des infrastructures très sensibles, stratégiques, impliquant la protection des entreprises et des forces de l'État. Ils sont l'un des dispositifs clé reliant les lieux d'extraction

et ceux de la consommation. Ils rappellent aussi aux habitants locaux que leur terre est exploitée pour satisfaire les désirs d'autres personnes, loin de là où elles se trouvent.

Le conflit autour du Mozambique LNG est l'un des plus importants impliquant TotalEnergies. Il illustre très clairement le lien entre la marchandisation de la terre, la relation coloniale et la vulnérabilité stratégique des terminaux LNG (cas 17 et 41) [104]. L'alliance internationale Stop Moz Gas²⁷, dirigée par l'organisation locale de justice environnementale *Justiça Ambiental* (JA !), s'oppose au projet pour plusieurs raisons. Premièrement, en raison de son impact sur le climat, car le projet est susceptible d'émettre 1,31 GtCO₂, ce qui lui vaut le qualificatif de "bombe de carbone" [3]. Deuxièmement, pour ses impacts environnementaux potentiels sur l'écosystème côtier, qui peuvent avoir une incidence sur les stocks de poissons et les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs locales. Troisièmement, l'expropriation et le déplacement de villages entiers sans compensation appropriée, pour faire place à des terminaux terrestres fortifiés et à leurs infrastructures auxiliaires, notamment le transport de travailleurs étrangers, dans ce que Martínez-Alier a appelé « l'extractivisme de soute » [28]. Quatrièmement, la contestation du discours officiel sur le développement, en tant que le projet ne contribue pas au bien-être économique de la population locale. Cinquièmement, la corruption, avec des prêts publics de plusieurs milliards de dollars détournés pour financer la protection militaire des opérations d'extraction de gaz. Cabo Delgado est une région négligée du Mozambique, où les jeunes manquent d'opportunités et ont du mal à trouver leur place dans la société. Loin d'atténuer le problème, l'exploitation du GNL exaspère encore plus la population locale, lui refusant des opportunités alors qu'elle promet des milliards aux entreprises étrangères. C'est l'un des principaux déterminants de l'émergence d'une insurrection islamiste, qui a terrorisé les villages, avec pillages et meurtres, tandis que l'armée s'efforçait de protéger les entreprises étrangères et leurs sites de construction [[105], [106], [107], [108]].

Ce projet dévoile aussi les liens entre l'État français et la compagnie [109]. En avril 2021, en réponse au soulèvement djihadiste, TotalEnergies a arrêté toutes les opérations de Cabo Delgado.²⁸ Deux jours plus tard, le président du Mozambique, Filipe Nyusi, a rendu visite à l'homme fort du président du Rwanda, Paul Kagame, pour demander une assistance militaire.²⁹ En mai 2021, Macron a accueilli à Paris un sommet sur le financement des économies africaines minutieusement documenté par l'observatoire des conflits Cabo Ligado.³⁰ E. Macron a eu des entretiens bilatéraux avec les chefs d'État des pays impliqués, Ramaphosa, Kagame et Nyusi, lequel a aussi rencontré Pouyanné à Paris. Deux semaines plus tard, Macron s'est rendu au Rwanda³¹ et en Afrique du Sud.³² En juillet 2021, des troupes rwandaises et un contingent des forces de défense sud-africaines intégrées à la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique sont arrivés à Cabo Delgado pour aider l'armée mozambicaine à lutter contre l'insurrection. La médiation rapide de l'État français a donc débouché sur une intervention militaire qui est dans l'intérêt de TotalEnergies.

Avec les pipelines et les terminaux d'importation de GNL, les raffineries sont les « portes » par lesquelles l'énergie est concentrée et mise à la disposition de consommateurs qui ont été rendus dépendants de ces carburants pour leurs modes de vie, dans les centres industrialisés. Du point de vue des usagers ordinaires, le carburant se présente comme une ressource directement tirée de la nature, obtenue en payant des compagnies maniant des technologies de pointe. Les impacts sociaux, politiques et environnementaux sont invisibilisés, ainsi que le mouvement qui va du centre vers la périphérie. L'Europe et l'Amérique du Nord concentrent 83 % de la capacité de raffinage de TotalEnergies, avec 7 raffineries en Europe (4 en France) et 1 en Amérique du Nord ³³. Les autres raffineries détenues en partie par TotalEnergies se trouvent en Algérie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Afrique du Sud, en Arabie Saoudite, au Qatar et en Corée du Sud (TotalEnergies, 2023 : 106-108 [9]).

L'emplacement des raffineries est un choix résolument politique. Les quelques « portes énergétiques » de chaque pays concentrent un pouvoir considérable en un lieu relativement petit, tant sur le plan physique que politique. Cela rend les raffineries hautement stratégiques en tant qu'objectifs d'attaque à motivation politique. Nécessitant un accès à un flux sûr de combustibles fossiles provenant de la périphérie, la plupart des raffineries sont placées sur la côte avec un accès à des installations d'amarrage suffisantes pour les grands pétroliers, ce qui laisse peu d'options d'emplacement. Enfin la position déterminera dans une large

mesure les communautés qui devront supporter les coûts sociaux et environnementaux associés au processus de raffinage. La raffinerie

La raffinerie de Limbe, au Cameroun, à laquelle participe TotalEnergies (cas 22) a fait l'objet d'un attentat à la bombe en 2019, apparemment orchestré par les milices séparatistes anglophones du nord du pays. Un autre exemple de la vulnérabilité des raffineries est celui des grèves que les syndicats français organisent dans les raffineries du pays. Avec le soutien de quelques milliers de travailleurs seulement, les syndicats ont la capacité d'infliger des perturbations majeures, provoquant des files d'attente et des ruptures de stock dans les stations-service. Cette tactique a été utilisée récemment comme pierre angulaire de l'agitation sociale contre la réforme des retraites de Macron en 2023.

Les raffineries CEPSA de Huelva, Gibraltar et Tarragone (cas 46, 47 et 49), la raffinerie de Rome (cas 50) et les raffineries de Port Arthur³⁶ (cas ne figurant pas encore dans l'Atlas EJ) se sont heurtées à la résistance des communautés locales. Toutes ces raffineries sont situées dans des zones pouvant être qualifiées de « sacrifiées » [54,112], parce qu'elles concentrent des activités industrielles à impacts socio-environnementaux néfastes. Les conflits autour des raffineries de TotalEnergies enregistrés dans l'EJAtlas confirment que pour maximiser les profits et l'énergie concentrée dans les centres industriels, les entreprises comme TotalEnergies transfèrent les coûts aux personnes marginalisées par le biais de la dépossession du travail et de l'environnement [113,114].

4. Conclusions

Notre analyse des conflits environnementaux enregistrés dans l'Atlas EJA montre que la distribution géographique des opérations d'extraction et de leurs impacts s'explique en partie par les innovations technologiques, mais surtout par les relations de domination historiques et existantes qui façonnent l'accès politique aux ressources pétrolières et gazières. Nous avons montré de nombreux cas où les accords d'extraction de TotalEnergies dans les périphéries sont conclus avec des régimes non démocratiques et soutenus par la diplomatie néocoloniale française, et même par son armée. Il est impossible de comprendre TotalEnergies aujourd'hui sans l'histoire politique du colonialisme français. Les structures de pouvoir dominantes qui permettent l'accès au pétrole et au gaz se transmettent au fil des décennies et sont en partie reproduites par l'échange écologiquement inégal dont TotalEnergies est le médiateur et qui laisse les impacts négatifs dans les périphéries tout en concentrant le pouvoir au cœur de la région. De ce fait, le continent africain est représenté de manière disproportionnée à la fois dans les volumes d'extraction de pétrole et de gaz, dans les conflits environnementaux qui y sont liés et dans les ventes de produits pétroliers.

Nous avons également montré la fonction d'écologie politique de TotalEnergies dans le monde, de maximiser la concentration d'énergie dans les économies centrales, en particulier en Europe. L'extraction déplace les communautés locales, enrichit les régimes autoritaires, et joue tant sur les innovations techniques que sur les conditions politiques pour maintenir et augmenter le flux vers des zones de consommation qui ont été rendues dépendantes. Les raffineries sont implantées dans des zones sacrifiées, transférant les coûts sur les communautés marginalisées dans les économies centrales, contribuant au racisme environnemental. Nous pensons que ces conclusions peuvent être généralisées pour englober toutes les grandes compagnies pétrolières privées : ExxonMobil, Chevron, BP, Eni et Shell. Un basculement vers les énergies renouvelables changerait profondément cette configuration et ces pratiques.

Par conséquent, nos conclusions soutiennent l'idée que les mesures fiscales ou les réglementations environnementales du gouvernement central ne suffiront pas à éliminer progressivement l'industrie des combustibles fossiles. Un changement efficace viendrait plutôt d'une réimagination politique de l'État conduisant à une réforme constitutionnelle qui laisse derrière elle des modèles coloniaux et extractifs dépassés, ou même à des solutions contre-hégémoniques qui construisent des institutions alternatives pour organiser la société d'une manière qui démantèle les idéaux, les institutions et les infrastructures extractivistes existants.